


Set d'exercices avec article spécialisé

De quoi s'agit-il?

Le Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles publie chaque trimestre ses prévisions relatives à l'évolution conjoncturelle en Suisse^[1], qui s'appuient sur des hypothèses concernant la conjoncture internationale et l'environnement monétaire.

Les **prévisions pour le printemps** ont été publiées le **19 mars 2024** dans un communiqué de presse du SECO. Elles sont également présentées de façon approfondie dans une publication du SECO intitulée *Tendances conjoncturelles Printemps 2024* (voir illustration ci-contre), librement accessible sur Internet: www.seco.admin.ch/tendances-conjoncturelles.



Dans le présent **set d'exercices avec article spécialisé**, Iconomix rédige un résumé à partir d'extraits de la publication de 30 pages et du communiqué de presse du SECO, tout en suivant la structure ci-après. Le résumé est complété par des questions formulées sous la forme d'exercices et par des propositions de solutions. Les questions d'approfondissement sont signalées par l'icône ; elles invitent à la réflexion et font appel à des connaissances qui ne se trouvent pas dans les extraits de texte du SECO.

La Suisse est un petit pays ouvert au marché mondial. Elle est donc fortement exposée aux influences de la conjoncture internationale. C'est pourquoi la première partie est consacrée à la **situation économique sur le plan mondial** et à l'environnement monétaire. Le **contexte national** au 4^e trimestre 2023 est analysé dans la deuxième partie, et les dernières **prévisions conjoncturelles** pour 2024 et 2025 sont exposées dans la troisième partie. Enfin, les **risques** liés à l'évolution économique actuelle et future telle qu'elle ressort des analyses et des prévisions sont expliqués dans la quatrième partie.

Jeu de transparents avec graphiques et tableaux

Le module *Tendances conjoncturelles* d'Iconomix comprend également un **jeu de transparents (PDF)** qui regroupe l'ensemble des graphiques et des tableaux de la publication du SECO: les contributions des différents secteurs à la croissance du PIB, l'évolution de l'inflation, ou encore le commerce mondial.



1) Environnement international et monétaire

Économie réelle

L'économie mondiale a de nouveau enregistré, au 4^e trimestre 2023, une faible croissance. Celle-ci s'est caractérisée par une forte hétérogénéité entre pays. Alors que le PIB a, à nouveau, fortement progressé aux États-Unis, il est resté stagnant dans la zone euro, conformément aux prévisions. Au Japon et au Royaume-Uni, le PIB s'est contracté pour la deuxième fois consécutive, ce qui correspond à une récession technique.

La situation sur les marchés du travail reste favorable. Il en résulte une hausse des salaires en de nombreuses régions, et donc un soutien du pouvoir d'achat des ménages.

Cadre monétaire

Les pressions sur les prix ont continué à s'atténuer au cours des derniers mois, ce qui semble confirmer le retour progressif de l'inflation dans la zone de stabilité des prix.

Un point d'inflexion se dessine donc peu à peu dans l'orientation de la politique monétaire internationale, à savoir que les taux d'intérêt ont récemment été maintenus à un niveau constant sur une large échelle et que les marchés financiers s'attendent à de premières baisses de taux dans le courant de l'année.

Questions concernant l'environnement international et monétaire

- a) Décrivez brièvement l'état actuel de l'économie mondiale.

- b) Décrivez brièvement le cadre monétaire au printemps 2024.

- c) ✪ Dans le texte du SECO, il est question de «récession technique». Expliquez brièvement ce que cela signifie.

- d) ✪ D'après le texte du SECO, les pressions sur les prix au niveau mondial ont poursuivi leur tendance à s'atténuer. Quelles en seraient les causes?

2) Situation de l'économie suisse

Produit intérieur brut

Au 4^e trimestre 2023, l'économie suisse a poursuivi sa croissance modérée de manière conforme aux prévisions. Le PIB corrigé des événements sportifs a progressé de 0,3%, soit le même taux qu'au trimestre précédent. Ainsi, l'économie suisse a de nouveau connu une expansion légèrement plus rapide que celle de la zone euro, sans toutefois atteindre le dynamisme de celle des États-Unis.

Dans l'approche du PIB par la production, le secteur des services a continué de soutenir la croissance, comme au cours des trimestres précédents. Du côté des dépenses, les investissements dans la construction et les biens d'équipement ont poursuivi leur baisse. Les dépenses de consommation ont eu un effet stabilisateur: la consommation privée a continué de croître, bien qu'à un rythme inférieur à sa moyenne à long terme.

Marché du travail

La situation sur le marché du travail reste favorable. Le taux de chômage désaisonnalisé s'est établi à 2,2% en janvier, soit 0,3 point de pourcentage de plus que le plancher de 1,9% atteint en février 2023.

Prix

Après avoir atteint des niveaux inhabituellement élevés pour la Suisse en 2022 et au début de 2023, l'inflation s'est stabilisée aux environs de 1,6% au second semestre 2023. Elle a de nouveau fléchi en janvier 2024 pour s'inscrire à 1,3%. En mars, elle était encore de 1,0%.

Questions concernant la situation de l'économie suisse

- a) Comment a évolué l'économie suisse au 4^e trimestre 2023?

- b) Exposez brièvement la situation sur le marché du travail en Suisse.

- c) Indiquez brièvement comment l'inflation a évolué depuis le début de l'année 2024.

- d) ✎ Expliquez pourquoi une appréciation du franc atténue l'inflation en Suisse.

- e) ✎ Après la pandémie de Covid-19, l'inflation s'est fortement accélérée dans le monde. Dans de nombreux pays, cette accélération s'est révélée plus persistante que ce qui avait été anticipé. La Banque nationale suisse (BNS) a commencé précocement à resserrer sa politique monétaire. Comment a-t-elle procédé et que souhaitait-elle ainsi obtenir? Expliquez.

- f) ✎ Expliquez pourquoi le SECO corrige le PIB suisse des grands événements sportifs internationaux («PIB corrigé des événements sportifs»)?

3) Prévisions conjoncturelles Suisse

Hypothèses concernant la conjoncture mondiale

Les indicateurs usuels de nombreux pays présentent des signes encourageants à l'heure actuelle. La situation sur les marchés du travail apparaît comme étant favorable en comparaison historique. De même, le recul de l'inflation à l'échelle internationale et l'assouplissement progressif de la politique monétaire pendant la période de prévision devraient soutenir la conjoncture.

Dans l'ensemble, l'évolution de la demande mondiale devrait cependant demeurer inférieure à la moyenne en 2024. La zone euro, en particulier, devrait progresser modérément au cours des prochains trimestres. En revanche, les États-Unis devraient continuer d'afficher une croissance robuste.

PIB

Dans ce contexte, le Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles table pour 2024 sur une croissance de l'économie suisse de 1,1% (prévisions inchangées), ce qui, comme l'an dernier, serait nettement inférieur à la moyenne.

Les attentes vis-à-vis de l'évolution des investissements ont été revues à la baisse depuis les prévisions de décembre 2023. Les capacités de production industrielle moins exploitées et les coûts de financement en augmentation, en particulier, grèvent la dynamique d'investissement. En revanche, la consommation privée devrait continuer de soutenir la croissance, grâce notamment à la situation favorable sur le marché du travail et au recul de l'inflation.

C'est dans la seconde moitié de la période prévisionnelle que l'on peut escompter une certaine normalisation. Le Groupe d'experts pour les prévisions table sur un rétablissement progressif de l'économie mondiale et notamment européenne en 2025, après deux années de ralentissement de l'activité économique. Partant, les exportations et les investissements suisses devraient également connaître une reprise.

Au vu de tous ces éléments, le Groupe d'experts pour les prévisions prévoit pour 2025 une croissance du PIB corrigé des événements sportifs de 1,7%.

Marché du travail

Dans le sillage de la reprise conjoncturelle modérée, le taux de chômage devrait s'établir à 2,3% en moyenne annuelle 2024 et à 2,5% en 2025 (prévisions inchangées).

Prix

Comme dans d'autres pays, l'inflation a ralenti en Suisse, notamment en raison des prix de l'énergie et de l'appréciation du franc. L'inflation devrait reculer à 1,5% en moyenne pour 2024 (prévisions de décembre: 1,9%), puis à 1,1% en moyenne pour 2025 (prévisions inchangées).

Questions concernant les prévisions conjoncturelles suisses

- a) Indiquez brièvement sur quelle croissance du PIB le groupe d'experts de la Confédération table pour les années 2024 et 2025.

- b) Indiquez brièvement le taux de chômage attendu pendant la période de prévision.

- c) Exposez en quelques mots l'évolution attendue de l'inflation pendant la période de prévision.

- d) ✪ Le texte du SECO précise que le Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles table sur une croissance plus forte en 2025 (1,7%) qu'en 2024 (1,1%). Ce Groupe prévoit cependant une hausse du taux de chômage, qui passerait de 2,3% en 2024 à 2,5% en 2025. Comment expliquer cette augmentation du taux de chômage?

- e) ✪ Le texte du SECO indique que le Groupe d'experts a revu à la baisse ses attentes relatives aux investissements depuis les prévisions de décembre 2023. Quels facteurs pèsent actuellement sur la dynamique d'investissement en Suisse? Répondez à l'aide de mots-clés.

4) Risques conjoncturels

Géopolitique

Les risques géopolitiques subsistent en raison des conflits armés qui sévissent au Proche-Orient et en Ukraine. Une intensification de ces conflits pourrait notamment entraîner une flambée des prix des matières premières.

Politique monétaire et marchés financiers

Même indépendamment de ce facteur, la politique monétaire restrictive pourrait être maintenue à l'international plus longtemps qu'escompté vu le taux d'inflation sous-jacente relativement élevé, et continuerait alors de freiner la demande mondiale.

En outre, les risques liés à l'endettement international, les risques de corrections sur les marchés immobiliers et financiers et les risques bilanciaux auxquels font face les institutions financières pourraient s'exacerber.

Conjoncture internationale

Les risques pour la conjoncture internationale, et donc pour le commerce extérieur de notre pays, résultent en outre des développements en Allemagne et en Chine. L'industrie allemande pourrait s'infléchir de manière nettement plus prononcée, avec un effet de frein plus vigoureux qu'attendu sur les secteurs exposés de l'économie suisse.

De surcroît, il n'est pas exclu que l'économie chinoise ralentisse plus fortement que prévu du fait de la crise traversée par le secteur immobilier, de l'endettement élevé du pays et de la morosité ambiante des entreprises et des ménages.

À l'inverse, il se pourrait aussi que la reprise conjoncturelle intervienne plus tôt que prévu. Ce serait notamment le cas si l'inflation reculait plus rapidement à l'international, ce qui renforcerait encore le pouvoir d'achat des ménages et permettrait un assouplissement plus rapide de la politique monétaire. La demande s'en trouverait encore stimulée.

Questions concernant les risques

- a) Toute prévision conjoncturelle présente une part d'incertitude. Citez, à l'aide de phrases complètes, les principaux risques baissiers mentionnés dans le texte.

- b) ✚ Un recul de l'inflation plus rapide que prévu à l'international est l'un des risques haussiers mentionnés dans le texte du SECO. Celui-ci précise que le pouvoir d'achat des ménages serait ainsi renforcé et que la politique monétaire pourrait être assouplie plus rapidement. – Pourquoi un recul de l'inflation renforce le pouvoir d'achat des ménages? Expliquez le phénomène.

Note de bas de page:

[1] Outre le groupe d'experts de la Confédération, plusieurs institutions et entreprises publient des prévisions conjoncturelles concernant la Suisse, notamment BAK Economics, la Banque cantonale de Zurich (ZKB), la Banque nationale suisse (BNS), le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ (KOF), le Fonds monétaire international (FMI), l'Institut d'économie appliquée (CREA), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Swiss Life et UBS.